

Cabinet de la Directrice générale  
Inspection régionale autonomie santé

Délégation départementale de Paris

Sous-direction de l'autonomie  
Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la  
santé  
Ville de Paris

[REDACTED]  
Directrice Générale  
du Groupe KORIAN  
Siège social  
21/25 rue Balzac  
75008 Paris

Affaire suivie par :  
Laure LE COAT

[REDACTED]  
Servanne JOURDY  
[REDACTED]

Lettre recommandée avec AR

N° 2C 174 629 8031 3

Paris, le 16 mars 2022

Madame la directrice générale

L'EHPAD « Jardins d'Alésia » (FINESS 750004020) du groupe KORIAN, sis au 187 bis avenue du Maine, à Paris (75014), a fait l'objet le 18 février 2022 d'un contrôle sur pièces conjointement menée par l'Agence régionale de santé Île-de-France (ARS IDF) et la Ville de Paris.

La mission d'inspection nous a remis son rapport dont vous trouverez un exemplaire ci-joint.

Au total 6 écarts et 9 remarques ont été formulés, parmi lesquels on note les principaux points suivants :

- Proportion de personnes recrutées en CDD rapportée au nombre de CDI très importante
- Insuffisance d'ETP dédiés à l'animation proposée aux résidents
- Insuffisance d'ETP dédiés aux soins le 21 février 2022
- Non correspondance d'une convention passée avec un kinésithérapeute libéral et l'intervenant
- Absence de règlement intérieur du Conseil de la Vie Sociale
- Absence de traçabilité du traitement des réclamations faites par les résidents ou leur famille
- Non transmission systématique des EIG aux autorités compétentes
- Absence de traçabilité du traitement des EIG

Au regard de l'ensemble des constats réalisés par la mission, nous envisageons de vous notifier les injonctions, prescriptions et recommandations figurant en **annexe** du présent courrier.

Dans le cadre de la procédure contradictoire prévue par les articles L. 121-1 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, nous vous invitons à nous faire connaître vos observations sur les mesures correctives envisagées dans un délai de **huit jours** calendaires à compter de la réception du présent courrier.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser la copie de vos éléments de réponse à :



Sans réponse de votre part à l'issue de ce délai, nous vous notifierons nos décisions définitives telles que figurant à l'annexe précitée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le directeur général, l'expression de notre considération distinguée.

p. La Directrice générale  
de l'Agence régionale de santé  
d'Île-de-France



Amélie VERDIER

Pour la Maire de Paris et par délégation  
Le directeur adjoint de l'action sociale,  
de l'enfance, et de la santé



Jacques BERGER

Copie :

  
Directrice de l'EHPAD  
Korian Jardins d'Alésia  
187 bis avenue du Maine  
75014 PARIS



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



	Prescriptions envisagées	Texte de référence	Réf. rapport	Délai de mise en oeuvre
3	Tracer les réponses apportées aux réclamations et aux événements indésirables et événements indésirables graves	Article R331-8 CASF	Pages 22, 23 et 26	Immédiat
4	Élaborer le règlement intérieur du CVS	D 311-19 CASF	Page 24	1 mois
5	Régulariser la situation du masseur kinésithérapeute qui intervient sans convention	L314-12 CASF	Page 16	Immédiat

Suite des mesures envisagées dans le cadre de l'inspection réalisée au l'EHPAD KORIAN JARDINS D'ALEZIA le 18 février 2022.

	Recommandations envisagées	Texte de référence	Réf. rapport
1	Augmenter le temps d'animation proposé aux résidents		Page 16
2	Mettre les plans des locaux à jour		Page 20

**Annexe : Mesures envisagées dans le cadre de l'inspection réalisée au sein de l'EHPAD KORIAN JARDINS D'ALEZIA le 18 février 2022.**

Injonctions envisagées		Texte de référence	Réf. rapport	Délai de mise en œuvre
1	Prévoir un temps de présence d'IDE suffisant pour accomplir les tâches qui ne peuvent être déléguées	D. 312-155-0, II du CASF	Pages 16 et 17	6 mois

**Suite des mesures envisagées dans le cadre de l'inspection réalisée au l'EHPAD KORIAN JARDINS D'ALEZIA le 18 février 2022.**

Prescriptions envisagées		Texte de référence	Réf. rapport	Délai de mise en œuvre
1	Réduire le nombre de CDD et évaluer si le nombre de CDI est suffisant au regard des prestations récurrentes et essentielles à apporter aux résidents Faire correspondre les effectifs prévus dans les budgets aux effectifs réels.	Article L. 1242-2 du Code du travail	Pages 15 et 16	Immédiat
2	Respecter l'obligation de signalements auprès des autorités de contrôles en cas d'événements indésirables / dysfonctionnements impactant la prise en charge des résidents	Article L331-8-1 CASF, article R331-8 & 9 CASF, Arrêté du 28/12/2016 Articles R. 1413-59 et R. 1413-79 du CSP	Page 26	Immédiat